le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

25 FÉVRIER AU 3 MARS 1993

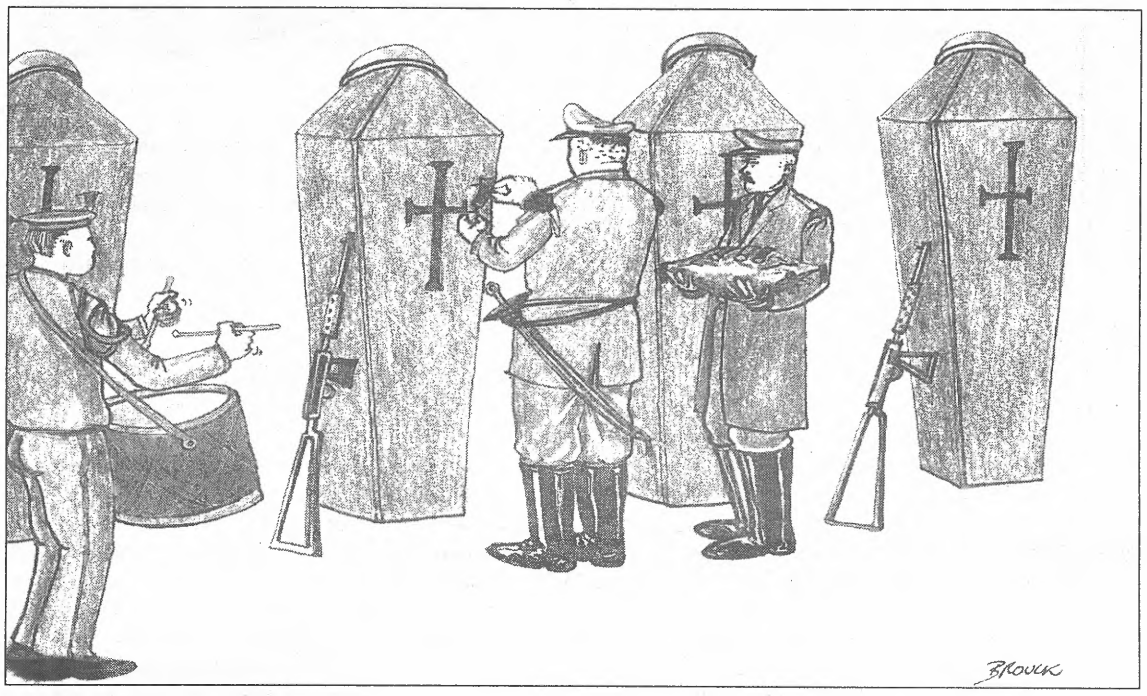
N° 903

10,00 F

L'ARMÉE : REMPART DE LA BOURGEOISIE

VIEILLE rengaine diront certains ! Et pourtant, ô combien d'actualité : l'armée, ça tue, ça pue et ça pollue. Ça viole aussi, parfois en masse et sur ordre, comme dans l'ex-Yougoslavie. C'est pourquoi, quand des objecteurs de conscience se réveillent pour une action de désertion collective (six jours, du 19 au 26 février), nous ne pouvons qu'applaudir des deux mains.

La critique de l'institution militaire menée par les anarchistes est de plusieurs ordres. Tout d'abord, il est clair pour nous que l'armée est l'une des expressions les plus brutales de l'oppression de l'Etat sur l'individu. Qu'elle n'est jamais que l'outil des classes dirigeantes pour satisfaire leur avidité de pouvoir et de richesse tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières, quand elle ne décide pas elle-même de satisfaire ses propres intérêts. A ce titre, les anarchistes n'ont pas été dupes des prétendues « armées populaires » censées défendre la cause des opprimés. Elles n'ont jamais servi qu'à défendre les intérêts des dirigeants de l'Etat « populaire », du Parti, réalisant en actes l'essence même de la dictature du prolétariat, à savoir la dictature sur le prolétariat. Des anarchistes (« des », car certains sont pacifistes intégraux) défendent, quant à eux, dans le cadre d'un processus révolutionnaire qui pousserait à un affrontement violent avec l'Etat ou des factions réactionnaires, voire fascistes (le cas de l'Espagne 1936, par exemple), l'idée du peuple en armes, jamais l'idée d'une armée du peuple, d'une armée quelle qu'elle soit ! Mener des guerres dans lesquelles l'individu a toujours tout à perdre, écraser les grèves, pourchasser les mouvements d'opposition intérieure, voilà quels ont toujours été les rôles des armées comme des polices. L'armée et la police : les deux principaux piliers de l'autorité et de l'Ordre. C'est aussi pourquoi l'Etat... les Etats réagissent toujours aussi vivement aux attaques dont l'armée est l'objet. Actuellement, 500 prisonniers d'opinion, dans un « Etat de droit », la « patrie des droits de l'homme » comme nos dirigeants l'appellent, 500 insoumis en France emprisonnés pour avoir refusé leurs services à l'Etat et remis en cause l'institution militaire !



L'armée, c'est également la mise au pas de toute la société au service de ses intérêts. Le complexe militaro-industriel est une réalité qui conditionne la vie économique. La France s'enorgueillissait encore dernièrement d'avoir sauvé son industrie de guerre (pardon... d'armement, mais c'est la même chose) en vendant 476 chars aux émirats du golfe Persique. Jusqu'à Dominique Voynet, des Verts, qui s'inclinait devant ces ventes d'engins de mort parce que cela permettait de sauver quelques emplois. Comme quoi, l'appétit du pouvoir fait perdre jusqu'à ses principes élémentaires à un mouvement issu des luttes écologiques, antinucléaires et pacifistes des années 70. Eh ! C'est que si l'on veut un petit strapontin au gouvernement, il faut apprendre dès maintenant à composer avec les généraux et les marchands (qui sont bien souvent aussi les mêmes personnes) ! Mais fallait-il attendre autre chose d'un parti englué au plus haut point dans le jeu politicien et électoraliste ?

(suite p. 3)

Elections législatives de mars 1993

« AGIR AU LIEU D'ÉLIRE »

Ille-et-Vilaine

P. 6

T2137 - 903 - 10,00 F

EDITORIAL

Lanterne magique

Rocard s'est ouvertement exprimé en faveur de la création d'un nouveau parti de gauche, capable de rassembler au-delà des seuls socialistes. Centristes, écologistes, communistes rénovateurs (et pourquoi pas gauchistes ?) sont invités à plancher sur le sujet, pour lui donner vie après des Législatives qui s'annoncent mal.

Encore un leurre de la part des maîtres de l'illusion que sont les politiciens. Encore de quoi donner de faux espoirs aux individus.

Un coup de torchon dans tout cela, suivant de sains principes libertaires, c'est la réponse à apporter aux calculs d'après défaite. En père Peinard, l'anarchiste se doit d'agir contre cette nouvelle vessie que l'on présente comme la lanterne magique, le remède à la crise morale d'une gauche « socialiste » en faillite.

Pas d'illusion. Du socialisme, oui, mais sans hiérarques, vieux chevaux sur le retour, accrochés autoritairement à leurs privilèges. Ni Dieu ni maître !

AFRIQUE

Eyadema et Mobutu : les vilains petits canards du pré carré français

S'IL N'EN RESTE que deux, ce seront ces deux-là. D'un côté, régnant sur le Togo depuis 26 ans : Gnassingbé Eyadema ; de l'autre, Mobutu, dictateur du Zaïre depuis le coup d'Etat de 1965. Ailleurs, les têtes sont tombées, soit brutalement, à la suite de mouvements populaires (Mali...), soit lentement et sûrement, par le truchement de conférences nationales et d'élections libres (Bénin...). Mais à Lomé et à Kinshasa, rien n'y fait : le processus de démocratisation est bloqué, les conférences nationales entravées, les manifestations de rue réprimées... Et le pouvoir est toujours aux mains des massacreurs d'hier.

Le gouvernement français est d'ailleurs bien embarrassé par ce qui se passe au Togo. Car Eyadema a la cote : Paris l'a toujours soutenu en dix ans de magistrature socialiste et récemment, Pasqua fit son éloge lors de sa tournée africaine. Cette attitude a provoqué depuis plus d'un an de violentes manifestations hostiles à la France dans les rues de la capitale. Les intellectuels africains, en effet, attendent beaucoup de l'ex-puissance coloniale : déjà bien échaudés par les dix ans de politique africaine mitterrandienne qui n'ont bouleversé en rien l'ordre établi (on se souvient de l'éviction de Jean-Pierre Cot), ils pensaient, à tort, que depuis le sommet franco-africain de La Baule, la France allait tout faire pour appuyer les mouvements démocratiques en coupant ses aides aux vieux caciques habitués de ces mêmes sommets. Mais voilà, Paris a le cœur très près du portefeuille et en bon gestionnaire, il ne lâche quelqu'un que si son remplaçant offre des garanties solides de maintien du *statu quo*. Ce trait dominant de la diplomatie africaine de la France s'ancre également dans la profonde personnalisation des rapports interétatiques dans le pré carré. Assurément, les Africains et Africaines n'ont pas grand chose à attendre de Paris ; et quand les troupes françaises interviennent pour "protéger nos ressortissants", on s'aperçoit vite que cela met fin aux mouvements de rue et consolide le pouvoir en place (ce n'est pas Omar Bongo, le chef d'Etat gabonais qui me contredira).

« Assurément, les Africains et les Africaines n'ont pas grand chose à attendre de Paris... »

Les Togolais et Togolaises l'ont bien compris. Depuis deux mois, une grève paralyse l'économie du pays, à tel point qu'Eyadema a proposé aux opposants et syndicalistes une "rencontre exploratoire" (sic) afin que cela cesse. Mais l'opposition togolaise n'en a cure. Joseph Koffigoh qui avait été triomphalement élu en août 1991 par la Conférence nationale souveraine pour préparer et organiser la transition démocratique en fait également les frais. L'ex-Président de

(suite p. 5)

L'« ACTION SIX JOURS » DES OBJECTEURS A SAINT-MARTIN-D'HÈRES

La Nuit de la Désertion

A l'initiative du groupe Jules-Vallès de la FA de Grenoble, se déroulera le vendredi 26 février à partir de 20 h, salle Ambroise-Croizat, à Saint-Martin-d'Hères, *La Nuit de la Désertion*, organisée dans la continuité du mouvement de désertion de six jours des objecteurs de conscience. Quel rôle joue l'armée dans notre société de profit ? Pourquoi refuser le nationalisme sous toutes ses formes ? Quel type d'antimilitarisme pour aujourd'hui ? Comment apporter un soutien concret aux insoumis emprisonnés ? Ce sont à ces questions, entre autres, que cette soirée tentera d'apporter des réponses.

Depuis 1987, le Mouvement des objecteurs de conscience (MOC) organisait tous les ans une action nationale d'abandon de poste des objecteurs de conscience en service. Cette action, intitulée « Action cinq jours », constituait un acte de désobéissance civile qui concernait, les dernières années, environ 200 objecteurs sur l'ensemble de la France. Cette année, pour la première fois, le MOC a décidé de porter la durée de son action à six jours, ce qui en change la portée puisque les lois militaires appliquées au service civil considèrent le conscrit comme déserteur au sixième jour d'absence. Ce qui autorise l'Etat, même s'il ne l'a jamais fait dans le passé (effet du nombre), à user de mesures répressives plus lourdes : six mois à trois ans de prison pour désertion, contre deux à six mois pour un abandon de poste.

Le groupe Jules-Vallès compte deux objecteurs de conscience qui l'année passée ont abandonné leur poste et qui cette année déserteront l'espace d'un jour, suivant ainsi l'appel du MOC.

Toutefois, en tant qu'anarchistes, nous nous sommes vus obligés de marquer nos distances vis-à-vis du MOC, et il est nécessaire d'expliquer pourquoi.

Disons immédiatement que la stratégie de lutte mise en place par le MOC nous a semblé de prime abord excellente : pour tous les objecteurs qui se sentent concernés par l'antimilitarisme (tant il est vrai que la facilité avec laquelle le statut peut être obtenu depuis 1983 a entraîné une démobilisation évidente sur ce front. De trop nombreux objecteurs le sont par opportunisme), mais qui ne sont pas prêts à entrer dans l'engrenage infernal de la justice militaire par une désertion définitive, cet acte d'abandon de poste momentané, symbolique, constituait un moyen terme très mobilisateur. D'autant plus que, vu l'absence de réaction du Ministère, il existait la possibilité de passer à la vitesse supérieure (six jours, sept, éventuellement plus). Cette perspective pouvait vite dynamiser la lutte. Il s'agissait en somme de titiller le pouvoir jusqu'à ce qu'il se dévoile et use de mesures répressives.

« Et il ne faut pas tomber dans ce faux débat : armée de métier ou conscription. Nous n'avons pas à choisir à quelle sauce nous serons mangés. »

Le MOC s'est donc doté d'une stratégie, d'un outil, à la fois efficace et bien adapté. Cependant, force est de constater que cet outil est extraordinairement mal exploité.

En effet, après avoir fait entrer, tous les ans, 200 objecteurs dans une quasi-illégalité, on aurait pu attendre de la part du MOC des revendications de rupture (on peut rêver). Au contraire, les instances dirigeantes du Mouvement des objecteurs de conscience — par pusillanimité ? pour être reconnus comme interlocuteurs « sérieux » [traduisez : « pas chiants »] ? — se contentent de revendications bien intégrées :

— des droits politiques et syndicaux pour les objecteurs. Mais nous n'avons pas à mendier ces droits auprès d'un pouvoir qui les nie de toute façon dès qu'on remet en cause les bases de la société de manière générale et l'institution militaire plus particulièrement. Non, ces droits, nous n'avons qu'à les prendre. A titre d'exemple, voir les propositions du tout récent Syndicats des objecteurs de conscience (SOC) parues dans *le Monde libertaire* n° 897 ;

— un service civil d'une durée équivalente à celle du service militaire (dix mois). Cette revendication pourrait être un angle d'attaque valable pourvu qu'on se place dans la perspective d'en réclamer toujours plus et pourvu qu'on la pose dans le cadre d'une critique globale. Car même si un service civil de dix mois était un progrès dans ce sens que (presque) plus personne ne voudrait faire un service militaire, cela ne résoudrait en aucun cas le problème de l'existence de l'armée en France qui deviendrait alors professionnelle. Et il ne faut pas tomber dans ce faux débat : armée de métier ou de conscription. Nous n'avons pas à choisir à quelle sauce nous serons mangés. Quel que soit son mode de recrutement, l'armée restera « *l'ensemble des troupes régulières qu'un Etat entretient pour sa défense intérieure et extérieure, autrement dit pour la sauvegarde des privilèges de ses riches et de ses gouvernants* » (1). Pour cette raison, n'exagérons pas la portée de l'« Action six jours », qui, quelle que soit la façon dont sont tournées les choses, reste une action contre la conscription (ce qui n'est déjà pas si mal) plutôt qu'antimilitariste. (En suivant ce raisonnement jusqu'au bout, la seule manière de faire de l'antimilitarisme, c'est de faire la Révolution sociale !). D'autre part, il faut bien s'interroger sur le probable désarmement de l'antimilitarisme que provoquerait un service civil à dix mois, et sur la place dans le monde du travail que prennent déjà et prendront d'autant plus les objecteurs, considérés comme main-d'œuvre corvéable à merci. Mais encore faudrait-il se placer clairement dans cette perspective pour donner ne serait-ce qu'une étincelle de sens à la revendication du service civil de dix mois. Or le MOC en est loin. Il déplore en effet que « *le droit à l'objection de conscience n'est pas véritablement reconnu en France* » et réclame en conséquence « *une législation plus équitable* », ainsi qu'un « *véritable droit à l'objection de conscience* ». Que nous importe une « *législation plus équitable* » ! Avec plus de 500 individus en prison chaque année pour infractions militaires (insoumission, désertion) (2), une social-démocratie toujours plus « équitable » nous ferait (encore) rigoler ! A croire que ces objecteurs-là, pourvu qu'on ne vienne pas les déranger pendant la sieste (pourvu qu'on ne choque pas le sens de la justice qui s'attache à leur personne), pourvu qu'on les laisse défendre leurs intérêts corporatistes, n'en ont rien à foutre d'entretenir une société militariste, nationaliste, autoritaire, basée sur le profit et l'exclusion. Quelle conscience ont ces objecteurs ? Ce réformisme mou est une trahison par rapport aux individus qui ont milité pour un statut, par rapport à ceux qui ont tenté de percer des brèches dans le système militaire avec la volonté d'exiger toujours plus. Faute de remettre en cause le système qui génère ce qu'ils combattent, les objecteurs du MOC pédalent dans la semoule.

A force d'être trop cool, le MOC en arrive à défendre une objection de conscience basée sur des critères non-violents, cathos, pour la sauvegarde des droits de l'homme (!), pour des objecteurs « *qui refusent de porter les armes* », comme le dit le texte de loi, et non pas pour des vilains contestataires qui vomissent la hiérarchie (sur la moquette, quel mauvais genre). Ces critères quasi religieux mis en avant par le MOC servent l'Etat, et c'est parce qu'ils ne le mettent pas en danger qu'il les admet. A l'époque, pas si lointaine, où il fallait écrire une lettre de motivation pour obtenir son statut, les arguments philosophiques ou religieux avaient bien plus de chances d'être acceptés que les convictions politiques. C'est encore le cas par exemple en Allemagne.

« En suivant ce raisonnement jusqu'au bout, la seule manière de faire de l'antimilitarisme, c'est de faire la Révolution sociale ! »

Or si le MOC ne s'intéresse pas à la politique, notre décision d'objecter, à nous qui sommes anarchistes, est une décision purement politique. Hors de question de servir l'Etat français capitaliste, colonialiste, et son armée d'assassins. Hors de question d'abdiquer notre particularité dans une caserne. Hors de question de refuser de porter des de

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

RECHERCHE EN LIMOUSIN

Dans le cadre d'un travail sur la mémoire orale du Limousin (Haute-Vienne, Corrèze, Creuse), je cherche des témoins ayant un passé de militant anarcho-syndicaliste ou libertaire.

Vous en êtes un, ou en connaissez, contactez-moi à l'adresse suivante : SYLVIE BILLAUD, CAUSSE DE BULLAC, 46100 BOUSSAC. Tél. : (16) 65.40.00.50.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1er trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

armes : nous porterons des armes quand ça nous chantera, et pour les raisons qui nous conviendront !

On pourra nous rétorquer que si telles sont nos solutions, nous n'avions qu'à nous insoumettre. Non. Car aller en caserne ou en taule, ce sont deux manières, certes différentes (l'un par lâcheté, l'autre par une position de défi il est vrai courageuse) de se faire baiser par l'Etat. Le service civil, quelles que soient ses contraintes actuelles, reste la « ligne de moindre résistance », l'opportunité d'échapper individuellement et dans certaines proportions à l'emprise de l'Etat. Il nous laisse aussi une certaine marge de manœuvre que nous comptons bien mettre à profit pour pratiquer notre propagande et pour exiger toujours plus de liberté individuelle. L'objection est sans doute une attitude égoïste (oui, et alors ?) et, à cause de cela, il ne faut pas galvauder les rares possibilités de luttes collectives du types « Action six jours » qui s'offrent aux objecteurs.

Pour ces raisons, nous avons choisi :

— de suivre l'« Action six jours » lancée par le MOC et de déserter du vendredi 19 au vendredi 26 février 1993. Sans en attendre des miracles, nous espérons qu'elle peut déboucher, à terme, sur un réel mouvement collectif radical pourvu qu'elle soit nettoyée de son réformisme bon enfant ;

— de ne pas signer en raison de son ton lénifiant la lettre-type du MOC, adressée au ministre des Affaires sociales. Nous refusons de dialoguer avec cet individu et sa bureaucratie, autant qu'il refuse de dialoguer avec nous (et même s'il le souhaitait !) ;

— d'organiser le dernier jour de l'« Action six jours », une *Nuit de la Désertion* au cours de laquelle nous ouvrirons le débat autour de la lutte pour l'insoumission, ce thème nous paraissant moins sujet à des dérives que celui de l'objection à dix mois. Nous tenterons à l'occasion de cette soirée d'initier un projet d'Obser-vatoire de vigilance (OVNI) sur Grenoble pouvant servir de relais à la structure mise en place par Avis de Recherche, par exemple. Vu l'état de décomposition avancée que connaît actuellement la lutte antimilitariste, il est plus que temps de tenter de nouvelles initiatives dans ce domaine, et de les fédérer, à condition bien entendu que suffisamment de personnes et d'objecteurs, notamment, se montrent prêts à un travail militant basé sur la longue durée.

Cette soirée sera organisée autour de trois temps forts : d'abord une conférence-débat en présence d'André Bösiger, auteur d'une toute récente autobiographie, *Souvenirs d'un rebelle* (Canevas éditeur), et d'un déserteur de la coordination « On arrête tout ! » ; ensuite, une animation théâtrale proposée par des acteurs de la compagnie estudiantine Arts Mêlés mettra en scène des textes pacifistes et antimilitaristes de Boris Vian, Prévert, Obaldia... ; puis le groupe de rock Désert culturel, de Besançon, clôturera la soirée.

Rendez-vous donc le 26 février, salle Ambroise-Croizat à Saint-Martin-d'Hères, dans la banlieue grenobloise.

Groupe Jules-Vallès

(1) *Encyclopédie anarchiste* de Sébastien Faure et collaborateurs, article « Armée ».
(2) Statistiques du ministère de la Justice, citées par l'association Avis de Recherche.

L'armée : rempart de la bourgeoisie

(suite de la « une »)

Pourtant, ces fameuses ventes d'armes, cette industrie d'armement, il est de notoriété publique qu'elles coûtent plus cher à l'Etat qu'elles ne rapportent, que ces fameuses exportations ne se font que grâce à un fonds de soutien étatique à l'exportation, qu'à coup de bakchichs accordés aux destinataires des armes et leurs intermédiaires. A preuve, la fameuse vente de Mirage 2000 à Taïwan qui ne s'est faite que parce que le ministère de la Défense a décidé *in extremis*, au plus grand profit de Dassault, d'en commander lui-même pour l'armée française (gagnant ainsi la confiance du client). On sait que le budget de l'Etat français assume les pertes tandis que les industriels empochent les bénéfices. On sait aussi que le coût de l'armement a entraîné un endettement monstrueux de pays du tiers monde qui disposent maintenant d'armées rutilantes tandis que les populations crèvent de faim. On sait que l'industrie d'armement est un poids pour l'économie qu'elle dévore capitaux et cerveaux, qu'elle est un frein au développement, même dans les pays occidentaux développés. Mais l'Etat, la hiérarchie militaire et les milieux industriels et financiers ont tellement d'intérêts communs que même la plus simple logique de rentabilité leur échappent.

L'Etat français, troisième vendeur d'armes au monde, permet ainsi également à la plupart des foyers de guerre de perdurer et à d'autres de se créer. Qu'un Kouchner vienne encore nous parler d'aide humanitaire après les derniers contrats dont le gouvernement est si fier... Qu'on ne parle pas non plus de l'embargo sur l'ex-Yougoslavie ! Qui ignore encore que les trafics d'armes n'ont jamais aussi bien marché dans la région et que les industries de guerre locales tournent bien !

L'armée, c'est aussi le symbole de ce que les anarchistes abhorrent par dessus tout. La logique de l'autorité et de la hiérarchie poussée jusqu'à l'absurde. Comment pourrions-nous nous y soumettre. L'armée, qui fait de l'individu « un homme, un vrai », l'armée, symbole et agent du sexisme le plus réactionnaire. L'armée, qui exalte les discours de mort, de haine, d'exclusion, de mépris à l'égard des civils, des femmes, des minorités sexuelles ou ethniques, les discours de soumission à l'autorité, au chef, à l'Etat, aux églises le plus souvent, à l'Ordre ! L'armée, qui exalte la Patrie, le chauvinisme le plus terre à terre ! Voilà l'instrument d'intégration à la République que nous proposaient des Chevènement et consors, quand ils ont signé les protocoles Armée-Education. Voilà la République ! Voilà l'Etat ! Les anarchistes ont bien des raisons d'être antimilitaristes !

Ceci d'autant plus quand la guerre et les armées font des ravages partout dans le monde. Pourtant, les anarchistes et les antimilitaristes se sentent bien seuls ! Le mouvement d'opposition au militarisme a bien souffert ces dernières années. C'est pourquoi on ne peut que se réjouir de l'initiative d'une action de désertion collective de six jours prise par le MOC, même si le caractère antimilitariste de l'action n'est pas des plus évidents (cf l'article « La Nuit de la Désertion », p. 2). C'est bien dans ce sens, celui de l'antimilitarisme, que la Fédération anarchiste souhaite voir se diriger cette action.

A l'heure où la Yougoslavie crève sous nos yeux des délires de conquêtes ou de reconquêtes, auxquels s'ajoutent les fantasmes nationalistes, racistes, cléricaux, sexistes et réactionnaires, une telle action de la part des objecteurs de conscience aurait pu également dénoncer les méfaits du militarisme y compris dans l'ex-Yougoslavie. A l'heure de la purification ethnique, des viols systématiques, de la terreur qu'exercent des armées et des milices dans leurs entreprises racistes ; à l'heure où les « intellectuels » se prennent à nouveau de passion pour les « solutions » militaires ; à l'heure où des conflits d'un type analogue font rage dans certaines régions de l'ex-URSS ; à l'heure où au Cambodge, les factions militaires s'affrontent, mais aussi en Ouganda, en Somalie ; à l'heure où l'armée indonésienne répand la terreur au Timor oriental ; à l'heure du nouvel ordre mondial où se multiplient les envois de troupes internationales, de l'ONU et peut-être bientôt d'une armée mondiale que certains appellent de leurs vœux, il est temps pour nous, comme pour d'autres de relancer les actions non seulement contre les délires nationalistes et racistes des apprentis-dictateurs mais aussi contre le militarisme et les horreurs qu'il engendre ! Tant qu'il restera un soldat, il restera la guerre. Voilà un autre classique particulièrement d'actualité !

Bertrand Dekoninck
(gr. Louise-Michel - Paris)

DEUX BRIQUETS

(en rouge et noir sur fond blanc)
Prix à l'unité : 10 F
(+ 2,50 F de port par briquet)
Chèque à l'ordre de Publico
Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris

BILLET D'HUMEUR

Le paysan et l'ajusteur

L'actualité la plus récente fait ressusciter un grand ami du socialisme, hélas déjà oublié : Roger-Patrice Pelat, cultivateur à la Ferté-Saint-Aubin. Cultivateur mais attention, cultivateur cultivé et qui, de surcroît, ne cultive pas. Ou alors qui cultive le blé, à la rigueur, et selon une technique très sophistiquée mise au point grâce à l'habile utilisation des règlements européens du gel des terres, en 1980.

Rappelons les faits : ce paysan non-travailleur, dont les loisirs, on le sait, consistaient à s'initier à la Bourse, ne dédaignait point les lourds mancherons de sa charrue sologhote. Il les dédaignait si peu qu'il se gardait bien d'y toucher, il préférait les laisser sous le hangar, à l'abri. Peut-être même ce paysan n'avait-il pas de charrue.

Il n'avait que sa ferme, 850 maigres hectares en Sologne. Roger-Patrice Pelat, socialiste au cœur fragile, ami personnel de Tonton, c'était un cultivateur d'avant-garde. Dans ses champs, on ne sait pas exactement combien il avait de terres, officiellement cultivables, certains disent 100 hectares. Qu'il ne cultivait pas. Arrive miraculeusement le premier règlement européen sur le gel des terres. Pour un hectare cultivable non cultivé, l'Etat donne 2 000 F.

Roger-Patrice Pelat arpente ses terres, les examine avec soin. Elles sont cultivables. Elles ne sont pas cultivées. Elles sont donc gelées.

Du coup, elles valent 2 000 F l'hectare soit, attendez je prends ma calculette, pour 100 hectares, ça fait vingt bâtons. Pendant cinq ans, c'est le règlement, ça fait cent bâtons !

« Intéressant », pense le non-cultivateur Roger-Patrice en remontant dans sa Rolls au grand cœur.

« J'ai cent briques et je le savais pas ! et en plus j'aide l'agriculture, la France, l'Europe, les travailleurs manuels ! Je vais en faire profiter un pauvre, un ouvrier, un ajusteur. Justement il y a un ajusteur un peu juste question ajustement de crédit en ce moment. Il n'arrive pas à se payer son appartement à 300 bâtons dans le 16e. » L'ajusteur, qui a un peu perdu l'habitude d'ajuster des pièces de bagnole, mais qui ajuste maintenant les budgets des contribuables, c'est Pierre Bérégovoy.

Roger-Patrice, le cœur sur la main, lâche cent briques, sans intérêts. Le dévouement ça se discute pas et les ouvriers qui réussissent, c'est un bon exemple pour la jeunesse.

Béré accepte, légèrement humilié. Scène émouvante : le camarade paysan fraternise avec le camarade ouvrier ! Tellement émouvante que Roger-Patrice, ému jusqu'à l'infarctus, s'écroule dans sa Rolls.

Si cette scène de fraternité haut de gamme ne vous a pas fait verser une larme sur votre feuille de paye, c'est que vous n'avez pas de cœur.

Ça vous évitera au moins de claquer d'un infarctus dans une Rolls au milieu d'un champ de 850 hectares gelés.

Guimou de la Tronche

RENDEZ-VOUS

CHELLES
Le groupe Sacco-Vanzetti organise une conférence-débat sur le thème de l'antiparlementarisme, avec Aimé Marceillan, le samedi 6 mars, à 20 h 30, au local du groupe, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.
Permanence chaque dimanche de 10 h à 12 h au local du groupe.

LYON
La librairie La Plume Noire, (15, rue Rivet, 69001 Lyon) clôture son cycle de conférences par le troisième volet : « Propositions et pratiques de la Fédération anarchiste », samedi 6 mars à 15 h.

LORIENT
Le groupe Francisco-Ferrer de Lorient, pour la reprise de ses activités, organise une réunion-débat sur le thème « Agir au lieu d'élire », le jeudi 18 mars à 20 h 30, à la cité Allende, 12, rue Colbert, à Lorient. Pour tout contact, écrivez aux Relations intérieures de la FA.

SARREBOURG
Le vendredi 26 février, à 20 h 30, en salle du restaurant de la Salle des Fêtes de Sarrebourg, une réunion-débat sur le thème : « Ne pas subir la crise et le racisme » sera animée par la liaison FA de Moselle-Sud et l'association antifasciste « Réflex ».
Contact : Liaison FA de Moselle-Sud, c/o FA, BP 255, 57402 Sarrebourg cedex.

Nouvelles du front

PAS DE LÉGIONNAIRES A PRADES ET MONTAILLOU (ARIÈGE) :
RÉUNION D'INFORMATION

Le Comité de défense et de sauvegarde de Prades-Montaillou invite tous les antimilitaristes à la réunion d'information du dimanche 28 février, prévue à 10 h à La Bexane à Prades, ceci dans le cadre de la résistance entreprise sur les villages de Prades et Montaillou visant à résister à l'implantation du 4e Régiment étranger de Castelnaudary.

Comité de défense et de sauvegarde de Prades-Montaillou, La Bexane, 09110 Prades. Tél. : 68.20.72.15.

Union régionale parisienne de la FA
Conférences au local « La Rue » - 20 h 30

- **Vendredi 5 mars**
anarchisme et religions
- **Vendredi 12 mars**
anarchisme et écologie sociale
- **Vendredi 19 mars**
anarchisme et nationalisme, nationalité, nations
- **Vendredi 27 mars**
Pédagogies libertaires : expériences actuelles et réflexions
- **Vendredi 2 avril**
Au cœur de la théorie anarchiste, la liberté face à l'autorité. Théorie de la domination.

« La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche), 75018 Paris.

Associations

CONFÉRENCE DE PRESSE & ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'APALP A PARIS (*RAPPEL*)

L'Action pour l'abolition des longues peines (APALP) organise une conférence de presse et une assemblée générale le samedi 27 février de 14 h à 18 h à **l'AGECA, 177, rue de Charonne (M° Charonne ou Alexandre-Dumas), 75011 Paris.**
APALP, BP 92, 10003 Troyes. Tél. : 25.75.27.65.

RENCONTRE SCIENTIFIQUE DE LA LIBRE PENSÉE A PARIS

La Libre Pensée organise une rencontre scientifique sur le thème : « De la mouche au robot : l'intelligence de l'œil », samedi 27 février à 15 h, **salle Cadet du Grand Orient de France, 16, rue Cadet, 75009 Paris.** Ce thème sera traité par Nicolas Franceschini, directeur de recherche au CNRS, laboratoire de neurobiologie à Marseille. Au programme : diaporama sur l'œil de la mouche ; des films sur le fonctionnement d'un robot autonome mobile.

EXPOSITION : « VISAGES DU MOUVEMENT OUVRIER » A LA GRANDE ARCHE

Pour les retardataires, nous rappelons que l'exposition « Visages du mouvement ouvrier » (cf. *ML* n° 900), organisée à l'occasion de l'aboutissement du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (Le Maitron) est encore visible jusqu'au dimanche 28 février inclus à **la Grande Arche de la Défense**.

LE CENTRE CULTUREL GERNIKA DE BRUXELLES

Le Gernika de Bruxelles est un centre culturel géré par des militants anarchistes du groupe Vladimir-Yapadchev de la FA. Ouvert depuis plusieurs années, le Gernika est maintenant en mesure d'offrir tout un tas d'activités et d'outils aux rebelles bruxellois. En vrac, un vidéo-club en alternance chaque jeudi avec un ciné-club (avec de vrais films, un vrai écran, une vraie salle). Vidéo-club : 20 h 15 ; entrée : 50 FB et ciné-club : 20 h 30 ; entrée 80 F. Buvette. Restaurant végétarien : chaque lundi de 19 h à 21 h. Un atelier-jonglerie : chaque lundi de 16 h à 20 h.
Régulièrement s'y déroulent des conférences, des débats sur des thèmes aussi variés que subversifs.
Le Gernika distribue aussi tout un tas de journaux (dont *le Monde libertaire*), de revues, de livres et moyens d'expression et d'informations libertaires. Ça bouge sur Bruxelles.
Gernika, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles, Belgique.

IMPRIMERIE

Chronique d'une mort annoncée (3)

Chacals et requins à l'assaut de l'Imprimerie Dieppoise

(FA de Dieppe/suite du n° 902)

Même si ce n'est pas ce qu'il est convenu d'appeler un conflit exemplaire, c'est-à-dire un conflit où les salariés sortent vainqueurs d'un combat mené contre le patronat, ou développent des formes de lutte qui puissent être ensuite utilisées par d'autres salariés ; le conflit à l'Imprimerie Dieppoise est riche d'enseignements sur l'histoire sociale aujourd'hui. Il ne faut pas non plus oublier qu'il dure encore aujourd'hui, puisque 17 salariés sont toujours sous la menace d'un licenciement (le dernier lapin socialiste sorti du chapeau du ministre Aubry : pas de licenciement sans reclassement professionnel pourra-t-il leur être accordé ?). Ce conflit démontre de toute évidence la difficulté à populariser, qui plus est à étendre une lutte, dans une profession qui était encore très bien organisée syndicalement jusqu'à ces dernières années. Qu'en serait-il ailleurs ?

Dès 1943, le Livre CGT est déjà présent à Dieppe, jusque dans les années 80, le taux de syndicalisation y est élevé. C'est même une des sections les plus fortes avec celle des dockers. Elle donne même plusieurs secrétaires à l'Union locale. Sa combativité est élevée. Elle manifestera sa solidarité aux autres travailleurs du Livre en lutte, notamment dans le conflit du *Parisien* et de la Néogravure, les ouvriers se déclarant solidaires des ouvriers parisiens et annonçant leur refus de travailler à l'impression de ce titre.

A l'époque, les salariés de l'Imprimerie Dieppoise avaient débrayé massivement. Les journées de grève pour obtenir l'application de la convention collective, ou l'égalité des jours de congé avec Paris, furent nombreuses et couronnées de succès. Avoir sa carte au syndicat est aussi une question de dignité et de reconnaissance professionnelle. Cette culture va même assez loin puisqu'on verra un typo conseiller municipal de droite être trésorier de sa section sans que cela lui pose de problèmes de conscience, pas plus qu'aux copains de sa boîte. Le syndicat n'était pas qu'une question de gros sous et de colonies de vacances. La conscience de classe et la solidarité de classe participaient de cette culture syndicale, qu'on le veuille ou non. Et je n'oublie pas toutes les critiques que l'on a pu faire sur la CGT, le Livre, critiques que je partage.

« ...le conflit à l'Imprimerie Dieppoise est riche d'enseignements sur l'histoire sociale aujourd'hui. »

Tous les libertaires les connaissent et les ont dénoncées depuis longtemps. Mais un libertaire doit tenir compte des réalités, et ne pas tomber dans un sectarisme qu'il dénoncerait rapidement chez d'autres. L'organisation syndicale porte sa part de responsabilité, par exemple on ne peut pas tout le temps dire que c'est de la faute des salariés si les syndicats se vident ; il faut aussi se remettre en question soi-même. Mais, à l'inverse, ne demandons pas plus à une organisation que ce que nous-mêmes lui apportons. Principe libertaire de base. Prenons nos affaires en main. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de faire le procès du syndicat (celui qui met à la rue c'est quand même Morault et lui uniquement), mais d'expliquer ou tout au moins de tenter d'expliquer le peu d'ampleur de la réponse, face à un patron de choc, et tacticien. A l'Imprimerie Dieppoise, le Livre CGT faisait encore 87% des voix à l'élection du dernier comité d'entreprise. La section comptait environ 25 personnes réparties entre la librairie et l'imprimerie. Et lorsque Morault demande des licenciements, 98% du personnel débraye pendant une heure trente.

Mais il ne faut jamais oublier que les chiffres ne sont qu'un reflet, et que derrière, se trouvent les hommes.

Les années où les licenciements chez Vendeuvre faisaient descendre 10 000 personnes sur la grande place de Dieppe sont révolues. Ce serait du gauchisme que de le nier ou, pis, méconnaître la réalité sociale, la vie de l'entreprise. Rien de pire pour un libertaire que de vivre avec des schémas dignes du réalisme soviétique du meilleur tonneau.

Dans le cas précis de l'Imprimerie Dieppoise, les salarié(e)s ne sont ni meilleurs ni plus conciliants qu'ailleurs. La colère fait place à la stupéfaction, quand ils ont connaissance pour la première fois du bilan catastrophique de l'entreprise. Certains veulent même demander plus que des comptes aux principaux responsables. Mais très vite cette colère va faire place à une résignation, une espèce de fatalité. L'angoisse de lendemains qui ne chantent pas, en amènent beaucoup à mettre la pédale douce, notamment quand on entend parler d'éventuels repreneurs. Le leitmotiv inconscient est : « ne faisons pas de vagues, c'est pas le moment, le syndicat n'y pourra rien ». Base sans syndicat, ou syndicat sans base ? A chacun de mesurer sa responsabilité. Il va sans dire que la séparation de la librairie de l'imprimerie coupe la section syndicale en deux, ce qui n'arrange rien face à un adversaire qui est loin d'être un enfant de chœur. Combat déséquilibré, car dès la mise en location-gérance, Morault convoque les salarié(e)s (hormis les délégués) un par un, en ayant sur chacun un dossier complet (situation de famille, enfants...) ; au fait, qui le lui a fourni ?).

« ... un libertaire doit tenir compte des réalités, et ne pas tomber dans un sectarisme qu'il dénoncerait rapidement chez les autres. »

En n'omettant évidemment pas, histoire de mettre la pression, de tenir des propos du genre : « Seriez-vous prêt à aller travailler dans une boîte du groupe à Compiègne, par exemple, ou à Rouen ? ». Avec, bien sûr, un salaire diminué, car c'est le cheval de bataille de Morault : les gens sont trop payés à la Dieppoise.

La mesure serait incomplète si l'on ne modifiait pas les horaires de travail : on passe au travail en équipe (3x8) jusqu'alors quasiment inexistant à l'Imprimerie Dieppoise. Avec toujours l'idée de briser le syndicat, car le travail en équipe rescinde la section syndicale, tout le monde connaît la difficulté d'organiser la lutte et la solidarité entre les équipes de jour et de nuit, par exemple. Le fin du fin étant ensuite de diviser les équipes, en service. Le labo est ainsi divisé en incorporation et imposition, l'offset est subdivisé en plusieurs groupes, chacun regroupant quelques machines. Le but final étant à chaque fois le même, dégager artificiellement des services non rentables, où l'on retrouve, comme par hasard, les délégués et les militants syndicaux.

Diviser pour mieux régner, tactique aussi vieille que le monde, mais qui a fait ses preuves dans une région fortement touchée par le chômage avec 13,7% de la population active (j'ai d'ailleurs l'impression en écrivant ceci que la France et même l'Europe d'aujourd'hui ne sont plus qu'une vaste succession de régions ravagées par le chômage), où les derniers conflits durs (marins de la Sealink et dockers) ne peuvent pas être pris pour des victoires (mais je laisse à chacun le soin de se prononcer ; le temps, l'histoire, jugeront notamment en ce qui concerne les dockers, c'est toujours le cas de la bouteille à moitié pleine ou à moitié vide).

Il était hélas presque évident que toute tentative de mener une grève dure relevait d'une certaine gageure. On peut alors mieux comprendre la combativité limitée des ouvriers de l'Imprimerie Dieppoise.

Le réflexe et le repli individuel l'ont vite emporté sur la solidarité de classe, réflexe d'ailleurs bien entretenu par Morault (entretien individuel, proposition de travail en dehors de la région...). Il me semble d'ailleurs, en tant que militant libertaire, que ce repli s'est effectué d'une façon accélérée sous le règne de la gauche au pouvoir. L'illusion entretenue par l'arrivée de cette gauche a cassé les reins du mouvement social organisé, et l'a vidé de ses militants (syndicaux, associatifs...). Conséquence d'une idée fausse par excellence, la prise du pouvoir politique va changer les règles du pouvoir économique. Comme si après le 10 mai on allait raser gratis. L'idée même inconsciente : « cela fait plus de trente ans qu'on nous promet la victoire, maintenant que nous y sommes, soufflons un peu, puisqu'ils s'occupent de tout », cette idée pernicieuse a fait d'énormes ravages. Ce n'est pas pour rien que les libertaires se battent pour la révolution sociale et non pour les urnes.

Il est plus que nécessaire d'expliquer, même si l'on risque de ne pas être entendu, même si l'on risque de ne pas être suivi, d'expliquer que Morault et ses semblables ne réagissent qu'en fonction de leurs intérêts, si aujourd'hui on évite la charrette des mises à la porte en adoptant un profil bas, dans un mois, ou deux, ou trois, il n'hésitera pas à recommencer une autre charrette, quelle que fut l'attitude antérieure des ouvriers restant dans l'entreprise, si ses intérêts le justifient, on pourrait même dire qu'il sera tenté d'en abuser, connaissant la combativité limitée de ses adversaires.

Interview réalisée par un camarade du groupe de Dieppe

Eyadema et Mobutu : les vilains petits canards du pré carré français

(suite de la « une »)

la Ligue togolaise des Droits de l'Homme est mis sur le banc des accusés. Pour ses anciens compagnons de lutte, Koffigoh a trahi les aspirations de l'opposition démocratique. En décembre 1991, à l'interdiction du parti unique décidée par la Conférence nationale, répondait une mutinerie savamment orchestrée par le pouvoir. Bilan : Koffigoh signait sous la pression les accords de Lomé II, mettant à mort la Conférence nationale ; et devant la répression féroce, la plupart des leaders de l'opposition ont trouvé refuge au Ghana et au Bénin.

Dans ce climat explosif, difficile de prédire ce qui va se passer. Eyadema s'accroche au pouvoir avec détermination, réprime les manifestations (comme fin janvier) et organise des expéditions punitives dans les quartiers populaires. L'opposition démocratique maintient tant bien que mal son unité en s'appuyant sur un mouvement social actif (syndicats, associations féministes...) : mais l'épisode Koffigoh ne doit pas faire oublier que des ralliements au pouvoir sont toujours possibles et qu'Eyadema sait jouer à merveille des conflits dits « tribaux » (l'opposition éwé/mina) pour semer la zizanie et aiguiser les appétits de pouvoir. La population, quant à elle, fuit Lomé pour se rendre au Ghana voisin dont le Président (Jerry Rawlings) est l'ennemi irréductible d'Eyadema.

Mobutu, comme Eyadema, manie alternativement la carotte et le bâton. Mais alors que le premier a mis un terme au processus démocratique, Mobutu, pour l'heure, s'en accommode. Car c'est bien lui qui détient encore les rênes du pouvoir : rien ne se fait sans son aval. Retiré dans son village de Gbadolite à plus de 1500 kilomètres de la capitale, il demeure entouré par sa garde personnelle et a la confiance de Mayele Lyoko, chef d'état-major des Forces armées zaïroises. Ce dernier, formé par les militaires belges, est la bête noire de l'opposition qui s'est jurée d'avoir sa tête. Lorsque Tshisekedi demanda sa révocation, Mobutu vola à son secours. De fait, il est évident qu'en cas de dégradation totale de la situation au Zaïre, un coup d'Etat de Lyoko au profit de Mobutu n'est pas à écarter. N'oublions pas également que Mobutu contrôle, comme auparavant, l'armée, la police et les services secrets, postes auxquels il a placé des hommes clefs qui lui sont d'une fidélité inébranlable. Transition démocratique, certes, mais dans « l'ordre mobutien » !

« Mais alors que le premier [Eyadema] a mis un terme au processus démocratique, Mobutu, pour l'heure, s'en accommode. »

Du côté des gouvernements français et belge, Mobutu ne fait plus l'unanimité. A la tête d'un des pays potentiellement les plus riches d'Afrique, il a su avec intelligence et persévérance conserver et monnayer le soutien de Paris et Bruxelles. Mais il n'est jamais facile d'accorder des facilités bancaires à un dictateur capable d'orchestrer un massacre, tel celui du campus de Lubumbashi. Les relations avec la Belgique et la France n'ont cessé de se dégrader depuis la fin de l'année 90 : la Belgique, qui menaça un temps les opposants zaïrois présents sur son sol de représailles s'ils continuaient leurs activités anti-gouvernementales, semble se désengager totalement du bourbier zaïrois et pousse ses ressortissants à quitter le pays. Quant à la France, elle est de plus en plus gênée entre le discours « kouchnérien » et ses pratiques « gestionnaires ». D'où son silence lors du massacre de Lubumbashi ou des récentes émeutes. Mais peut-être la France a-t-elle peur qu'une démocratisation sous contrôle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ne favorise une plus forte introduction de capitaux américains à son détriment. Car depuis les années 70, la France, sans déloger les Belges, n'a fait qu'accentuer son aide envers le Zaïre (envoi de coopérants, de matériel de haute technologie...), luttant sur ce terrain contre les Américains, eux aussi appelés à la rescousse par un Mobutu, habile politicien, qui sut multiplier ses soutiens internationaux pour échapper à une dépendance unique.

Pourtant, pour les puissances occidentales, les risques que les principaux opposants zaïrois remettent en cause leurs intérêts sont bien faibles. La plupart des opposants actuels sont d'anciens membres du parti unique. C'est en son sein que se sont construites les oppositions, au fur et à mesure des mises en disgrâce. Le premier d'entre eux, Etienne Tshisekedi, Premier ministre et ennemi juré de Mobutu, chef de file de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), n'est en rien un révolutionnaire. Le second, Nguz Karl I Bond, ancien Premier ministre devenu opposant, n'en finit plus d'errer dans le paysage politique zaïrois. Exilé en Belgique, il est revenu jouer sa carte au sein de la Conférence nationale, mais celle-ci lui préféra Tshisekedi... Depuis, il a choisi son camp : il devrait préparer la campagne électorale de... Mobutu! Quant à Kamitatu (Parti démocrate social-chrétien), il a rompu avec Tshisekedi, l'accusant de vouloir remplacer une dictature par... la sienne !

Mais le problème principal de cette opposition éclatée et désunie, outre les risques d'un raidissement de la dictature (s'appuyant sur les émeutes, le « désordre »), va être de sortir de Kinshasa. Car, en dehors de deux ou trois organisations, rares sont celles pouvant disposer de militants et d'infrastructures ; et la conséquence de cela est que le débat apparaît comme profondément kinois, écartant par là-même la population rurale dont les préoccupations actuelles sont de se nourrir, de survivre. Ainsi, Mobutu, y compris dans le cadre d'élections libres, pourrait ne pas y perdre toutes ses plumes.

Mobutu, le satrape du Zaïre. © Pascal Guyot, AFP.

Les récentes razzias opérées par les militaires soulignent également une fracture importante au sein des Forces armées zaïroises entre d'une part, une armée mal payée et mal équipée qui ne peut vivre que de rapines, et de l'autre, les troupes d'élite de Mobutu, seule force militaire capable de maintenir l'ordre. Le refus de Tshisekedi d'accepter la réforme militaire proposée par Lyoko (qui fut présentée en octobre 91 à... l'ambassade de France !) a encore plus creusé le fossé entre les deux hommes. Dans ce contexte, c'est Lyoko (donc Mobutu) qui est en position de force pour ramener le calme dans le pays : parce que c'est un militaire ; parce qu'il n'y a que la caisse personnelle de Mobutu pour payer ces militaires dans un pays en banqueroute totale.

« Les récentes razzias opérées par les militaires soulignent également une fracture importante au sein des Forces armées zaïroises. »

Dans cette Afrique économiquement exsangue, pillée consciencieusement par les pays occidentaux et les élites locales, les trajectoires politiques se dessinent sous trois angles. Certains pays sont devenus des démocraties, fragiles certes, mais qui offrent désormais de nouveaux espaces d'expression et de contestation pour des populations brimées depuis plusieurs décennies par des régimes autoritaires. D'autres sombrent dans ce que les médias appellent l'« anarchie » : c'est le cas de la Somalie, du Libéria. Dans ces pays règne la guerre civile entre chefs de guerre. Nous n'avons plus affaire à des organisations politiques (y compris sécessionnistes) mais à des mouvements politico-guerriers. Loin de proposer un « projet de société » nouveau comme le firent à l'époque de l'Indépendance leurs prédécesseurs, ces chefs de guerre, dans un processus d'appropriation (privatisation) de l'Etat accaparent au plus vite les richesses potentielles, maintenant leur hégémonie par la force des armes. Dans l'entre-deux, on pourrait placer le Togo, le Zaïre ou l'Angola. Ce sont des pays dans lesquels le processus de « transition démocratique » sous sa forme africaine (la mise en place de Conférences nationales rassemblant partis d'opposition et ex-parti unique dont le but est l'organisation d'élections libres) n'est pas achevé ou est remis en cause par l'un des protagonistes... Ce qui laisse la place aux deux scénarios précédents !

Mais souvenons-nous qu'aucune trajectoire n'est irréversible : déjà, dans les nouvelles démocraties africaines, des « restes » des régimes précédents remettent en cause les acquis des bouleversements sociaux.

Le clientélisme, la kleptocratie fleurissent aussi au soleil du multipartisme et du libéralisme politique.

Patsy
(groupe Milly-Witkop - Nantes)

« 70 000 F pour *le Monde libertaire* »... somme dépassée, mais on poursuit jusqu'à la fin février

Sommes perçues du 11 au 17 février 1993

Bardon : H. : 500 F ; Barthelémy D. : 400 F ; Bernadet L. : 107 F ; Chassaing : 200 F ; Creugny B. : 20 F ; Dormay B. : 150 F ; Djellab L. : 100 F ; Fenollar J.-M. : 50 F ; Gailliout : 60 F ; Gavel G. : 210 F ; Gayet F. : 150 F ; Hecht : 50 F ; Legois J.-J. : 100 F ; Lieury V. : 500 F ; Pensiot B. : 500 F ; Maire F./Perraud M.-F. : 200 F ; Malfant L. : 150 F ; Miserel : 100 F ; Richard H. : 110 F ; Rosell W. : 60 F ; Rouy M. : 60 F ; Savelli B. : 60 F ; Souny W. : 500 F ; Union régionale FA du Centre-Ouest : 600 F ; Viller : 26 000 F.

TOTAL : 33 014 F (Ancien total : 53 495 F)
TOTAL GÉNÉRAL : 86 509 F

Malgré le dépassement des 70 000 F prévus à l'origine de notre appel, nous poursuivons ladite souscription jusqu'à la fin février, période de clôture de cette souscription exceptionnelle. Donc, envoyez-nous encore vos dons à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico (avec mention : « Soutien *ML* » au dos).

NOUVEAUTÉ

« YOUGOSLAVIE : LE TERRORISME DES ETATS »

La Brochure anarchiste n° 7
Prix : 20 F (chèque à l'ordre de Publico)
Librairie du Monde Libertaire

La situation économique du département

POPULATION TOTALE : 800 000 habitants.

Population active : 360 000. Population occupée : 320 000 (dont 83 000 contrats temporaires : CDD, intérims, stages, contrats à temps partiels...).

Chômeurs indemnisés : 40 000.

Effectifs concernés par un chômage partiel : 105 000 (123 000 pour 4 départements bretons), pour 328 établissements concernés dont Citroën.

Malgré un taux élevé de chômage (11%), l'Ille-et-Vilaine présente un taux d'activité le plus important de Bretagne (45%) (1) grâce au Bassin rennais.

Rennes et le bassin rennais

On assiste depuis une dizaine d'années à une concentration considérable des grands groupes industriels et commerciaux sur le bassin rennais au détriment du département et de la région Bretagne en général. Ainsi le bassin rennais compte 521 000 habitants, suivi par Saint-Malo : 116 000, Fougères : 68 000, Vitré : 61 000, et Redon : 32 000.

Les dix sociétés les plus développées d'Ille-et-Vilaine, dans seulement 4 secteurs d'activité : automobile, électronique, agro-alimentaire et télécommunications, concentrent à elles seules 60% des effectifs contre 21,8% pour la France, ce qui fit progresser l'emploi dans le bassin rennais entre 1982 et 1988, trois fois plus vite que dans le reste du département. 73% des services et 62% de l'industrie se trouvent également concentrés dans le bassin rennais. Trois entreprises, Citroën, Canon, Bridel, réalisent à elles seules 70% des exportations du département, dont 80% pour la seule communauté européenne.

Dans ce sens, le pôle rennais constitue un enjeu considérable, essentiel, pour les grands groupes capitalistes au sein de l'espace économique européen.

Projets européens et déséquilibre régional

Dans cette perspective, de nombreux projets sont en cours de réalisation à partir de Rennes, pour servir les intérêts du grand capital et orientés vers les grands centres européens.

D'ici 1995, l'aéroport de Rennes établira des lignes directes pour Londres, Bruxelles, Amsterdam, Genève et Francfort. En 2010 s'ouvrira l'aéroport international du grand ouest situé entre Rennes et Nantes.

Rattachement également du bassin rennais à un axe économique interrégional européen (l'Arc Atlantique) : 1994 fin des axes routiers Saint-Malo — Rennes — Lorient — Vannes ; en 1999 route des Estuaires connectée au tunnel sous la Manche de la Normandie à Bordeaux.

Dans ce cadre, Rennes, future mégapole, devient la plaque tournante du grand marché international de l'ouest européen. La construction du VAL (1988) s'inscrit dans cette perspective, plus comme une opération de prestige que le résultat d'une réelle demande d'utilité publique. Rennes sera aussi directement reliée en l'an 2000 par TGV à l'aéroport international de Roissy (Paris).

Tout ceci au détriment d'un possible développement régional équilibré. Depuis de nombreuses années déjà, les bassins de Fougères, Saint-Malo, Redon et Vitré déclinaient économiquement, malgré quelques reconversions d'activités, aujourd'hui elles sont aussi en crise et se vident de leur population. Bien que l'Ille-et-Vilaine représente une forte région agricole (10% de la population active contre 6% en France), en dix ans le nombre d'exploitations a baissé de 20%. La désertification des campagnes se poursuit inexorablement au profit des gros agriculteurs et de l'industrie agro-alimentaire qui progresse, en dépit de la crise générale de l'agriculture, de 2,6% par an ; situation aggravée par la PAC et la pression américaine sur les accords du GATT.

Une situation de l'emploi catastrophique

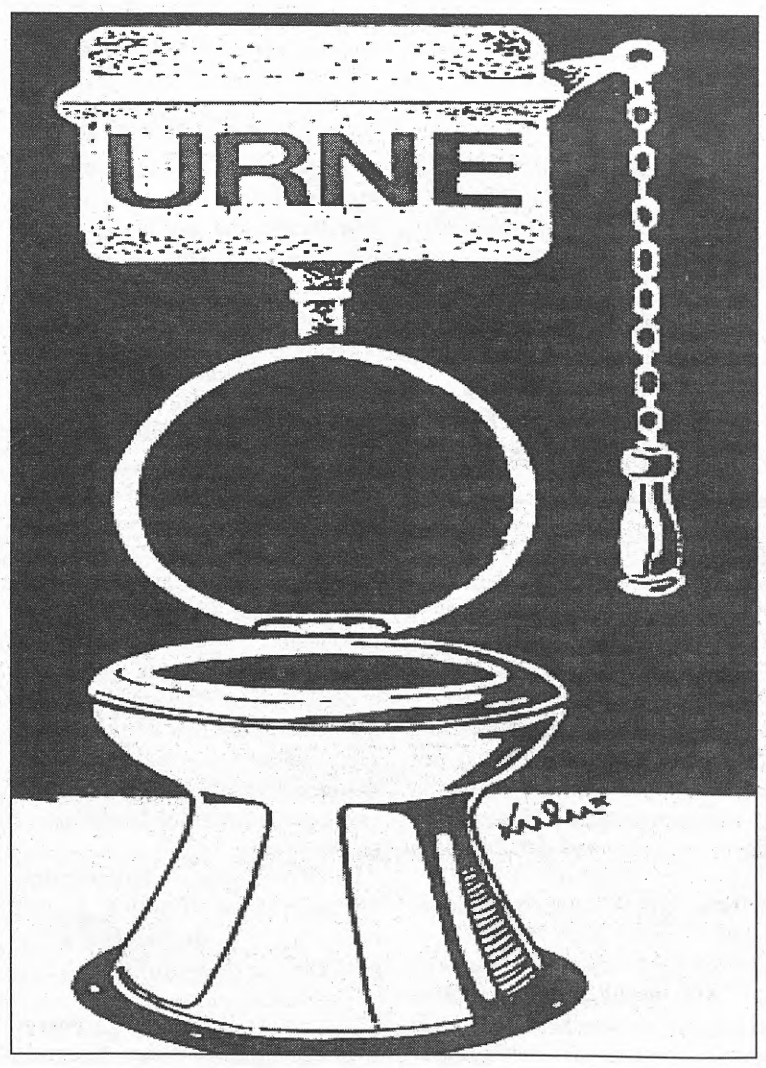
Malgré cette énorme concentration économique et le poids financier du bassin rennais, au sein du département, la situation dans le domaine de la création d'emploi est catastrophique. Si on avait pu dénombrer de 1987 à 1990, en moyenne, 9300 créations d'emploi par an, ce qui était déjà dérisoire, et qui, avec les départs en retraite et la mobilité des personnels, se chiffrait réellement à 3500 en création nette, fin 1991 la situation s'aggrave considérablement pour atteindre péniblement 7400 emplois créés, soit 1600 en création nette ! Ce qui correspond à une moyenne mensuelle de 133 emplois nouveaux pour 40 000 chômeurs !

Les chiffres sont ici éloquents. Ils sont la démonstration d'une concentration et d'une expansion toujours plus forte du capital à travers les zones urbaines ; le développement du chômage et des inégalités par les restructurations technologiques et les regroupements industriels, et l'éclatement du territoire par la désertification et l'appauvrissement des zones périphériques.

Groupe de Rennes

(1) Taux d'activité : rapport entre la population active et la population totale.

Sources : Tableau de l'économie bretonne INSEE 1992 ; *Ouest-France*, n° spécial Ille-et-Vilaine, novembre 1992 ; BRET, direction générale de l'emploi en Bretagne, septembre 1992.



Ecologie : la tarte à la crème

Si, en 1981, seuls Le Pen et Lalonde parlaient d'écologie, aujourd'hui à peu près tous les politiciens essayent d'attirer les voix des électeurs sensibles aux arguments écologistes.

Parmi tous ces racoleurs, les Verts et Génération Ecologie tiennent à passer pour des évangélistes, car en fait pour eux, l'écologie n'est qu'une religion capable de leur donner un certain pouvoir.

L'écologie n'est pourtant pas autre chose qu'une science, et le mouvement écologiste n'a jamais attendu les politiciens véreux pour agir.

Par exemple, au sujet des remembrements abusifs : la SEPNB les dénonçait depuis des années, puis une autre association de protection de la nature (*Eau et Rivières de Bretagne*) s'y est mise à son tour ; et parce qu'aujourd'hui, ça peut payer politiquement, les Verts ont découvert soudainement en décembre 1992 les excès du remembrement en Ille-et-Vilaine. Curieux, non ?

Autre exemple, la pollution des eaux : depuis des années, les écologistes se sont attaqués aux pollutions générées par la ville de Rennes, connue comme le plus gros pollueur de la Vilaine et l'un des plus gros du Couesnon. Au conseil municipal, certains élus (communistes et de la droite RPR-UDF) ont fini par aborder le sujet. Et les quatre élus Verts ?

Ça les aurait gênés de dire aux Rennais que la lutte contre la pollution allait coûter cher à Rennes (sept millions de francs de travaux à Mézières/Couesnon pour éviter les pollutions engendrées par la station de traitement des eaux de la ville de Rennes) ; c'était plus facile pour eux d'aller se battre contre un agriculteur qui voulait construire une porcherie, ou de dénoncer les pollutions agricoles du bassin de Couesnon (les fameux nitrates).

A Vitré, à Redon, c'est la même chose : les Verts ne disaient rien à propos des pollutions industrielles parce qu'aux citadins, il valait mieux parler des pollutions agricoles.

Malheureusement pour eux, des écologistes ont démontré dans ces deux villes que les pollueurs pouvaient être attaqués, même s'il fallait pour cela un certain courage !

Allez comprendre pourquoi les Verts ne voient la pollution que chez les voisins, et jamais chez eux ; si un agriculteur vert se présentait aux élections politiciennes, vous pouvez être sûrs qu'il oubliera vite qu'il est peut-être un pollueur, et s'il devient maire de sa commune, il oubliera très vite que la station d'épuration des eaux ne fonctionne pas correctement !

Dernier exemple, la lutte contre le projet d'enfouissement des déchets radioactifs en pays de Fougères. Depuis fin 1991, la population locale se mobilise contre le projet ; fin 1992, un groupe vert apparaît dans la seule perspective d'essayer de profiter de cette mobilisation pour récupérer quelques voix contestataires. Leur discours sera sûrement « *Votez pour nous afin de démontrer votre opposition au projet. Le vote vert doit être utilisé comme outil de contestation...* » et dans quelques années, ils seront comme les Verts de Rennes-Cesson-Sévigné : prêts à tout pour se faire du fric et pour avoir toujours plus de pouvoir. Déjà, ils acceptent de côtoyer Génération Ecologie, un mouvement favorable à l'enfouissement des déchets nucléaires à Fougères !

La tarte à la crème de l'écologie ? Foutez-la sur la gueule de tous les politiciens qui n'ont pour but que de dire oui au patronat (« *aux forces économiques* »). Et mettez-vous des bottes pour leur envoyer des coups de pied au cul.

La pire des pollutions, c'est le discours trompe-couillon de tous les politiciens (à commencer par les fascistes du Front national qui veulent s'occuper de vos problèmes, tout en vous demandant, en attendant, de ne rien faire pour vous en sortir), politiciens, donc, qui aujourd'hui font dans l'*écologie* parce que ça paye.

Agir au lieu d'élire, ça sera toujours plus efficace pour le succès des luttes écologistes, comme pour le reste.

Marie Lenaye

• **Politicarde** — Isabelle Thomas, jeune « conseillère de l'Elysée », va se porter candidate sur la circonscription de Saint-Malo. On se souvient que ce triste personnage s'était illustré, lors du mouvement étudiant de 1986, par son opportunisme et ses magouilles qui, de toute évidence, montraient de grandes dispositions à la carrière politique. A l'époque, elle s'était ramassée quelques coups de pied au cul de la part des étudiants qu'elle avait la prétention de représenter. Exemple à suivre.

• **Enseignement public : chronique d'une mort annoncée** — La situation actuelle des services publics (PTT, Santé, Transports...), libéralisme oblige, touche bien évidemment aussi l'enseignement.

En Ille-et-Vilaine, 120 communes sur 353 ne disposent pas d'école publique ! Ainsi, la zone de Redon, fief de Madelin (ex-militant musclé du mouvement fasciste Occident) et celle de Vitré, réserve de Méhaignerie (l'homme à l'éternel air d'enfant de chœur qui plaît tant aux dames patronnesses), sont des régions sinistrées pour les écoles publiques.

PERMANENCE DU GROUPE FA
Prenez contact chaque mardi
à partir 20 h 30
à la MJC RENNES-CENTRE
9, rue la Paillette
Tél. : 99.59.34.07

« LE MONDE LIBERTAIRE »
est vendu chaque samedi
sur le marché des Lices.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145 - 1er trimestre 1977

RÉUNIONS-DÉBATS A RENNES

MARDI 9 MARS
MAISON DE QUARTIER DE VILLEJEAN
9, AVENUE WINSTON-CHURCHILL
20 H 30

MERCREDI 17 MARS
MAISON DU CHAMP-DE-MARS
6, COURS DES ALLIÉS
20 H 30

ZIQUE

Too Mad Boys

(On a faim !-Label)

Les Too Mad Boys sont de Toulouse, et mélangent avec efficacité reggae, dub, ragga, funk, dance, jazz... bref, toutes les musiques actuelles.

Ils se refusent à rester cantonnés dans un seul style, jonglant avec les musiques pour faire passer des idées sans jamais lasser l'auditeur !

Avec ce premier 45 tours, qu'ils ont choisi de réaliser avec On a faim ! et OMG (pourquoi les majors auraient le monopole de la dance music, hein ?), les Too Mad Boys nous offrent deux titres très engagés, mais toujours avec humour : *Peuples de France*, longue liste de spéciales dédicaces chaleureuses, excepté « *aux fachos qui habitent l'Hexagone et aux nazis qui vivent dans ce pays* » bien évidemment, et *Who's Jimmy ?*, qui nous compte les déboires et les désillusions de Jimmy le bandit, monté à Paris pour faire fortune...

Ce 45 tours laisse donc présager une suite prometteuse. A bientôt sur nos platines, donc !

Gil

N.B. : Le 45 tours de Too Mad Boys est en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 25 F (port non compris).

RADIO LIBERTAIRE (89.4 FM) SÉLECTION DE LA SEMAINE

- « Tiens, voilà le hallebardier ! », jeudi 25 février, 12 h - 14 h : théâtre avec Edouardo Manet et Robert Cantarela.
- « Si vis pacem », jeudi 25 février, 18 h - 19 h 30 : le droit à l'objection de conscience.
- « Flagrants désirs », jeudi 25 février, 19 h 30 - 20 h 30 : spécial SIDA.
- « Rock Kontact », vendredi 26 février, 22 h 30 - 0 h 30 : Jeff Dahl.
- « Chroniques syndicales », samedi 27 février, 11 h 30 - 13 h 30 : les animateurs de la revue *Alternative syndicaliste*, revue syndicaliste révolutionnaire, parleront de leur dossier sur les syndicats alternatifs ; la *VO Impôts* (suite de la semaine précédente).
- « Chroniques rebelles », samedi 27 février, 13 h 30 - 14 h 30 : sur la Colombie avec la revue *Pluralis*.
- « Histoire sociale », samedi 27 février, 22 h - 24 h : présentation du dernier tome du *dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (Le Maitron).
- « Folk à lier », dimanche 28 février, 12 h - 14 h : avec Patrick Tandin.
- « Lundi matin », lundi 1er mars, 8 h 30 - 10 h 30 : infos, analyses, revue de presse (une nouvelle émission pour un réveil anarchiste).
- « Blues en liberté », mercredi 3 mars, 11 h 30 - 13 h : Big Bill Broonzy.

LE ROMAN DES AFFAIRES MITTERRANDIENNES

« Un Monde sans crime »

Christian Lehmann - Presses de la Renaissance

UN MONDE SANS CRIME (1), que Christian Lehmann vient de publier aux Presses de la Renaissance, semble être le complément romancé de *La Part d'ombre*, l'essai d'Edwy Plenel récemment paru chez Stock. Au centre des deux ouvrages figure la même « *déception historique* » : le pseudo-socialisme en place depuis 1981, en France, a enchaîné erreur sur erreur et perdu ses plus fidèles partisans.

L'utopie socialiste à la sauce étatique serait-elle encore possible après tant de reniements ?

Mais alors que le journaliste du *Monde* entame dans son livre un solide et sévère réquisitoire contre le système mitterrandiste, Christian Lehmann relate, sous la forme d'un roman foisonnant (quel aspect retenir en priorité : celui d'un roman politique ? d'un roman policier ? d'un roman d'amour entre un père et son enfant ?), quelques-uns des principaux scandales de ce système.

Son personnage principal, Matthias Halpern, est un grand reporter *free-lance*. Un jour, en 1985, pour le compte d'un important hebdomadaire, il décide de couvrir la campagne de Greenpeace contre les essais nucléaires sur l'atoll de Mururoa. Le navire sur lequel il a pris place, le Rainbow Warrior, est envoyé par le fond grâce aux bons soins de la DGSE. Quelques années plus tard, il suit l'avancée des alliés en Irak et découvre les dessous de la guerre du Golfe. De retour en France, il retrouve Sarah, sa fille qui a maintenant six ans. Il l'aime plus que le soleil et la terre, dit-il, mais Sarah est victime d'une tentative d'enlèvement et la vie de Matthias Halpern bascule.

« Les lecteurs reconnaîtront sans peine, dans ce livre, quelques célèbres courtisans du roi. »

Ce « *monde sans crime* » qu'il aurait aimé bâtir n'existe pas, il va l'apprendre à ses dépens.

Les lecteurs reconnaîtront sans peine, dans ce livre, quelques célèbres courtisans du roi (comme cet ancien trotskiste et ancien responsable de SOS-Racisme, qui s'est habilement fait élire député ; ou cette étudiante, à la tête du mouvement de décembre 1986, qui s'était laissée photographier devant un piano, une coupe de champagne à la main, et que ses compagnons rejetèrent ensuite). Pires que les militants d'extrême droite qui agissent dans l'ombre pour par-venir à leurs fins (et qui, impliqués dans un Gladio à la puissance dix, sont également au centre de ce roman), « *pires que les hommes de pouvoir, pires que les criminels qu'ils paient pour asseoir leur ordre* », s'indigne Matthias Halpern en s'adressant à ce fameux député, « *il y a les gens comme toi, qui usurpent la "colère légitime du peuple", comme tu disais, pour en faire leur fonds de commerce.* »

Résultat ? L'abandon de l'humanisme sous toutes ses formes, au profit d'un humanitarisme de parade... Et l'incessante montée vers le pouvoir d'une droite musclée et agressive, qui ne fera que peaufiner le travail de sape entrepris par des notables de gauche prêts à tout pour conserver leurs privilèges...

Un Monde sans crime est-il l'implacable roman de la « vraie » génération Mitterrand ?

Thierry Maricourt

(1) *Un Monde sans crime*, Christian Lehmann, Presses de la Renaissance. Prix : 98 F

CENSURE ET SCIENCE-FICTION

Du caractère subversif du fantastique

LE FANTASTIQUE EST-IL SUBVERSIF ? « Les Chroniques rebelles » ont invité Jean-Pierre Krémer et Alain Pozzuoli, co-auteurs du *Dictionnaire du fantastique* (1), le 23 janvier dernier pour répondre à cette question sur Radio Libertaire.

Le fantastique apparaît dans toute forme de création comme un moyen de mettre à jour l'expression d'un malaise personnel certes, mais aussi de faire la critique d'une société en en transgressant les codes et la morale. A cet égard, le fantastique et la science-fiction sont souvent liés à une contre-culture dans la mesure où ils font appel à l'imaginaire, au rêve, à l'utopie, à une fiction déréalisée ou sublimée pour créer un univers différent, marginal et — pourquoi pas ? — égalitaire ou, en négatif, totalitaire. C'est ainsi que figurent dans cet ouvrage Arthur Machen, Orson Welles, David Lynch, Jean Cocteau, Bram Stoker, Roman Polanski, Ann Radcliffe, Franz Kafka, Lovecraft, David Bowie ou Sheridan Le Fanu, parmi beaucoup d'autres.

Mutation, merveilleux, fantastique, futur, les limites s'évanouissent. *Les Nouvelles de nulle part* de William Morris ne sont-elles pas la vision du monde égalitaire dont nous rêvons ? Qui ne se souvient du *Moine* de Lewis dans la traduction d'Antonin Artaud ou de *Frankenstein ou le Prométhée moderne* de Mary Shelley, véritable plaidoyer contre l'intolérance pour les uns ou condamnation d'une science sans éthique pour les autres ? On comprend alors la dimension poétique, critique et subversive d'œuvres refusant tabous et morales sociales étriquées.

Aux États-Unis, dans la période réactionnaire des années 50, les films de science-fiction de série B qui pullulent alors (2), sont souvent des dénonciations déguisées, sous forme d'allégories et de métaphores, de la guerre froide et de l'hystérie anti-rouge qui sévit sur tout le continent avec les problèmes de censure qui en sont le corollaire. La censure n'est d'ailleurs pas seulement le fait de cette époque ni de ce pays. En 1797, *Le Moine* de Lewis est interdit et tous les exemplaires saisis et retirés de la vente dès la publication. Sans parler d'Oscar Wilde, rebelle au conformisme de l'ère victorienne, qui voit tous ses ouvrages interdits, son nom gommé des affiches et se retrouve en taule à la suite du scandale de la dénonciation publique de son homosexualité.

« La censure n'est d'ailleurs pas seulement le fait de cette époque ni de ce pays. »

Outre une notice consacrée à la censure, on trouve également dans ce dictionnaire des pages sur le phénomène *Gore*, les effets spéciaux, l'Opéra fantastique... Le cinéma y tient une place importante, mais aussi la peinture, la bande dessinée, la musique rock, la musique classique, la littérature, etc. Un livre de divertissement, des photos et une mine de renseignements.

C.P.

(1) *Dictionnaire du fantastique* de Jean-Pierre Krémer et Alain Pozzuoli, Éditions Grancher, 420 pages (149 F). En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145 rue Amelot. 75011 Paris.

(2) Un des plus connus : *Invasion of the Body Snatchers* de Don Siegel [Invasion des profanateurs de sépultures] (1956).

Un soutien efficace : l'abonnement !

Chronique Disques

Doa, *13 flavours of doom*, Alternatives Tentacles — On les croyait vieillis, marchant bras dessus bras dessous vers la maison de retraite alternative pour punks fatigués. Nada ! Keighley et Globe, quinze ans après leur premier 45 tours, *Disco sucks*, continuent contre vents et marées, épaulés cette fois-ci à la batterie par un jeunot. Oubliées les errances hard-rock, Doa a renoué avec un hard-core simple et rentre dedans. Après *Murder* en 1990 et le sublime album sorti en 1989 avec Jello Biafra, ex-Dead Kennedys (*Last screams...*), *13 flavours of doom* ravira tous leurs vieux fans. Et une fois n'est pas coutume pour ce groupe politisé, les paroles sont fournies avec le CD.

Gray Matter, *Thog*, Dischord Rds — La scène de Washington DC est incroyable. De Minor Threat à Fugazi, en passant par Scream et Rites of Spring, elle a vu émerger certains des groupes hard-core les plus intéressants des années 80. A l'origine, une vingtaine de musiciens qui changent de groupe comme de chemise, le temps d'un vinyl, d'une amitié, d'où d'ailleurs une certaine uniformité musicale. Gray Matter n'échappe pas à la règle : auparavant, ses membres ont tous joué dans plusieurs groupes. On les croyait morts, les voilà reformés avec un nouvel album de punk-rock mélodique, dans la lignée (quoiqu'en plus cool) de leurs précédentes productions (dont *Take is back* en 1986). Pour ceux qui apprécient Mega City Four, Three... découvrez Gray Matter !

Patsy

RÉÉDITION

CASSETTES RADIO LIBERTAIRE ENTRETIENS AVEC H. LABORIT

Réédition des cassettes de la série d'entretiens réalisés avec Henri Laborit : *Eloge de la fuite* ; *Copernic n'y a pas changé grand-chose* ; *La colombe assassinée* ; *La nouvelle grille* ; *L'homme et la ville.*

Chaque cassette coûte 60 F. La série coûte 250 F.

En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèque à l'ordre de Publico).

RENDEZ-VOUS

BORDEAUX
Le groupe Emma-Goldman de la FA et l'Athénée libertaire (7, rue du Muguet) vous proposent le samedi 6 mars à 20 h 30 une conférence-débat sur le thème suivant : « Le partage du travail... le chômage en question ».
En outre, le groupe Emma-Goldman tient une permanence chaque samedi de 15 h à 18 h au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

BOURGOIN-JALLIEU (ISÈRE)
Joignez la FA au 20, rue Joseph-Seigner, chaque samedi de 14 h 30 à 18 h.

LYON
Ecoutez « Idées Noires », l'émission des groupes FA de Lyon, chaque mercredi de 21 h à 22 h, sur Radio Canut (102.2 FM).

PARIS
L'Union régionale parisienne tient une permanence chaque samedi de 14 h à 18 h au 145, rue Amelot (M° Oberkampf), 75011 Paris

PARUTIONS

PRESSE
***Infos et Analyses libertaires*, journal de l'Union régionale Sud-Ouest de la FA, vient de sortir. Au sommaire : la Somalie, la Yougoslavie, le sang contaminé, des débats tels que ceux sur la nation, l'écologie..., un historique de la fédération SUD-PTT, des nouvelles d'inculpés du droit d'asile, une biographie de James Guillaume, (anti-autoritaire de l'AIT).**
***Infos et Analyse libertaire* coûte 15 F (abonnement militant : 100 F et de soutien : 150 F, ajouter 15 F de port). CCP 3096L Montpellier.**
***Infos et Analyses libertaires*, BP 233, 66002 Perpignan cedex**

PRESSE
Le n° 96 (février 1993) de *Contre vents et marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, est paru. Son prix est de 5 F (abonnement : 50 F par an pour dix numéros, avec chèque à l'ordre de l'association « Contre-Courants »). A commander à « Contre-Courants », La ladrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

PRESSE
***La Lettre* n° 6 (mars 1993) du groupe Sacco-Vanzetti de Chelles, destinée aux sympathisants, vient de sortir. Les personnes désireuses de se la procurer peuvent le faire en écrivant au GRELE, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles, en joignant un timbre à 2,50 F. Au sommaire : un éditorial anti-électoraliste, la question de savoir à quoi sert un député ? (texte de Malatesta) et les infos du groupe et de la FA.**

TRACT
Le groupe Florès-Magón tient à disposition la maquette d'un tract intitulé *Aux travailleurs algériens (et aux autres...)*. Il s'agit de la réédition d'un texte paru le 25 janvier 1935 dans la revue *le Combat syndicaliste* et écrit par un « indigène algérien » (tel qu'il se dénommait), l'anarchiste Saïl Mohamed. Le texte, expurgé des quelques références liées à l'époque, reste très actuel puisqu'il s'agit d'un appel aux travailleurs immigrés, dénonçant le « *choléra islamique* » et les « *charlatans républicains, communistes, royalistes...* ». Ce tract peut également servir de maquette pour la réalisation d'une affiche A3.
Pour recevoir ce tract, envoyez une enveloppe affranchie à votre nom au groupe Florès-Magón, librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

DE L'EX-YOUGOSLAVIE A LA GUERRE EN GÉNÉRAL

Appel pour la paix maintenant !

Publié dans le n° 900, il nous a semblé indispensable de reproduire une seconde fois l'« Appel pour la paix maintenant ! », lors de la publication de la première liste des signataires de la pétition lancée par la Fédération anarchiste en faveur de la paix.

CET APPEL, s'il tient compte des événements qui ensanglantent l'ex-Yougoslavie, dépasse en réalité ce simple cadre.

En effet, les situations de « fait accompli » auxquelles nous sommes trop souvent confrontés ne servent en réalité qu'à nous forcer la main et nous conduisent à opérer des choix illusoires. Des choix qui n'en sont pas !

La guerre « pour parvenir à la paix » est une vieille rengaine constamment reprise par les classes dirigeantes. Aussi nous prenons date, dès à présent, afin que cessent à jamais ces tentatives de culpabilisation très souvent employées par les gouvernants.

• Fidèles à nos engagements pacifistes, antimilitaristes, nous appelons à tout mettre en œuvre afin que les bombes, les fusils, le feu ne soient plus employés comme règlements d'un conflit.

• Au nouvel ordre mondial se juxtapose un cours nouveau, l'intervention militaire *humanitaire*. Il est plus que temps que cesse cette hypocrisie qui, sous couvert de justice, de droit d'ingérence, nous conduit petit à petit vers ce qui serait la seule issue au problème yougoslave : la *guerre* (contre qui ?) pour faire régner la *paix* (de qui ?).

• L'idée de guerre juste, propre, humanitaire tente de se frayer un chemin. Une fois levé le voile de l'hypocrisie, il ne reste que des faits : la guerre, c'est sale et meurtrier ! Elle traîne immanquablement son cortège d'horreurs (viols, camps, massacres d'hommes, de femmes et d'enfants). Au bout du compte, le Peuple, qui est du mauvais côté du fusil, apprend que les dirigeants se retrouvent à Genève ou ailleurs pour signer la *Paix*.

• Remarquons que ce sont ceux (dirigeants de tout bord) qui provoquent ce genre de conflits, qui laissent faire les trafics d'armes, et nous proposent ensuite une intervention *humanitaire*.

• Nous rappelons qu'Américains, Soviétiques, Français... ont pratiqué l'ingérence impérialiste : Indochine, Viêt-Nam, Chili, Tchad, Afghanistan, etc. Ces interventions n'ont jamais concerné l'amélioration des conditions sociales d'existence des peuples soi-disant « secourus ».

• Nous voulons rappeler que la seule manière de préparer la paix universelle consiste d'une part à repousser définitivement les sirènes de la guerre, du nationalisme, du racisme et d'autre part, à construire dès maintenant un monde à l'échelle humaine basé sur la liberté, l'égalité sociale et l'entraide.

• Pour mettre en œuvre cet objectif et afin de faire cesser tous les conflits en cours nous revendiquons :

— l'arrêt immédiat du trafic d'armes international ;

— la reconversion de l'industrie d'armement ;

— la reconnaissance internationale de l'objection de conscience, sans aucune contrepartie.

Pour conclure, nous affirmons que notre engagement, au regard de ce qui précède, déborde le cadre d'une simple signature. Il est le simple témoignage profond et concret de notre volonté de mettre tout en œuvre pour qu'enfin le pacifisme et l'antimilitarisme soient les valeurs de référence de tous nos actes présents et futurs.

Fédération anarchiste

« Fidèles à nos engagements pacifistes, antimilitaristes, nous appelons à tout mettre en œuvre afin que les bombes, les fusils, le feu ne soient plus employés comme règlements d'un conflit »

« APPEL POUR LA PAIX MAINTENANT ! »
Cet appel est disponible sous forme d'une pétition à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

APPEL POUR LA PAIX MAINTENANT !

Nos premiers pétitionnaires

Abila Robert, archéologue (Cugnaux) ; Alba Virginie, étudiante (Toulouse) ; Althabegotty Frédéric, étudiant (Toulouse) ; Audoin Jean-Marc, ingénieur (Toulouse) ; Azais Henri (Toulouse) ; Bares Dominique, technicien Télécom (Toulouse) ; Barreau André, agent administratif (Toulouse) ; Beauredon Jean-Pierre, artiste (Toulouse) ; Berlanga Charles, enseignant (Toulouse) ; Blin Didier, technicien lumière (Toulouse) ; Blondeau Dominique, technicien (Montesquieu) ; Blouglon Chantal, costumière (Toulouse) ; Bons Brigitte, attachée de presse (Toulouse) ; Brisset Catherine, comédienne (Toulouse) ; Burel Philippe, comédien (Toulouse) ; Caillot Jean, artiste peintre (Labège) ; Calvell Josiane (Ramonville) ; Candebat François, étudiant (Toulouse) ; Carette Didier, artiste (Toulouse) ; Cognin Valérie, étudiante (Toulouse) ; Corbière Martine, salariée (Toulouse) ; Corsia Georges, régisseur (Toulouse) ; Dalle Brigitte, étudiante (Toulouse) ; Dalle Sophie, étudiante (Toulouse) ; De Bellefon Renaud (Asque) ; Dkaki Cathy, étudiante (Toulouse) ; El Khomsi Rachid, étudiant (Toulouse) ; Fouassier Jean-Marc, agent technique (Labarthe) ; Fourcade Nathalie, étudiante (Toulouse) ; Gayraud Rachel, étudiante (Bagnol-sur-Cèze) ; Gilbon Renée, sage femme (Ramonville) ; Gilbon Dominique, capitaine (Ramonville) ; Gilbon Jérémie, étudiant (Ramonville) ; Giraud Jean-Pierre, ingénieur (Toulouse) ; Grujic Jablan (Toulouse) ; Guilbot Pierre, étudiant (Toulouse) ; Hirson Eric, étudiant (Toulouse) ; Jean-Marie Rachel, enseignante (Toulouse) ; Laffranque Marie, chercheuse (Toulouse) ; Lefebvre Marc, animateur (Toulouse) ; LLach LLuis, chanteur (Barcelone) ; Nin Joëlle, secrétaire (Asque) ; Pécassou Marianne (Toulouse) ; Ruiz J.-M., machiniste (Labège) ; Salamero Sylvain, salarié (Ramonville) ; Simonet Eric (Toulouse) ; Souza Tania, employée (Toulouse) ; Turck Simone, retraitée (Toulouse) ; Varquez Jérôme, technicien (Toulouse) ; Vidotto Jackie, libraire (Labège) ; Vielcanet Anne, étudiante (Ramonville) ; Vlassenko Hélène, secrétaire (Labarthe).

RENCONTRES

UNE APPROCHE LIBERTAIRE DE LA RECHERCHE

Je souhaite rencontrer (de visu ou par correspondance) des personnes de sensibilité libertaire s'intéressant à la recherche scientifique (sciences « exactes » ou sciences humaines).
Ecrire à : PAUL CAIRN, 29, RUE DE BAMMEVILLE, 76100 ROUEN.

Le Bulletin bibliographique du CDA
(Centre de documentation anarchiste)
édité par le Secrétariat d'histoire et d'archives de la Fédération anarchiste est en vente - au prix de 30 F à la librairie du Monde Libertaire
(chèque à l'ordre de Publico)

NOUVEAUTÉ
« Tu es anarchiste »
par ERNESTAN
Biographie d'Ernestan
par Hem Day
« VOLONTÉ ANARCHISTE »
n° 42
Prix : 25 F (+ 4 F de port)
En vente à la librairie du Monde Libertaire
(chèque à l'ordre de Publico)
ou à ASH, 34 avenue Jean-Moulin, 92160 Antony
(chèque à l'ordre de l'association)

SOMMAIRE

PAGE 1 : L'armée : rempart de la bourgeoisie (suite p. 3), Eyadema et Mobutu : les vilains petits canards du pré carré français (suite p. 3), Editorial : Lanterne magique.
PAGE 2 : La Nuit de la Désertion (suite p. 3).
PAGE 3 : La Nuit de la Désertion (suite de la p. 2), L'armée : rempart de la bourgeoisie (suite de la « une »), Le paysan et l'ajusteur (billet d'humeur), Infos FA .
PAGE 4 : Nouvelles du front, Associations, Chronique d'une mort annoncée (3).
PAGE 5 : Eyadema et Mobutu : les vilains petits canards du pré carré français (suite de la « une »).
Souscription ML.
PAGE 6 : Spécial Ille-et-Vilaine... Législatives 1993.
PAGE 7 : « Un Monde sans crime » de Christian Lehmann, Du caractère subversif du fantastique, Too Mad Boys, Chronique disques, Sélection RL.
PAGE 8 : Appel pour la paix, Nos premiers pétitionnaires, Infos FA.